

Les zones d'incertitude

Le regard de **Dominique Quinio**



Un garçon remplit un seau avec l'eau du lac Tchad, le 8 novembre 2018 (photo parue dans *La Croix* du 21 avril). Michele Cattani/AFP

Peut-être parce que les nouvelles encourageantes ont du mal à parvenir jusqu'à nos cerveaux « encovidés », l'information apportée par une étude de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), selon laquelle le lac Tchad que l'on croyait menacé d'assèchement a reconstitué ses réserves en raison de pluies abondantes, a du mal à nous réjouir totalement.

Et pour cause. Dans une courte vidéo présentée par la-croix.com, en février 2018 (il y a deux ans à peine !), on nous annonçait le lac Tchad « à l'agonie » : par le jeu d'une succession de photos inquiétantes, on nous montrait que le lac avait perdu 90 % de sa superficie entre les années 1970 et 1980, passant de 25 000 km² de superficie à 3 000 km². C'est de cette même année que date la photo publiée dans l'édition du 21 avril : un jeune garçon puise un seau de cette eau douce, peu profonde, perdue au milieu de zones marécageuses qui se sont constituées après l'évaporation d'une partie du lac.

Une fin inexorable, prédisait-on, même si les propos d'un géographe rappelaient que le lac devait son alimentation aux pluies et que celles-ci étaient plus abondantes depuis les an-

Nous ne savons pas tout, nous ne comprenons pas tout : «La connaissance progresse en intégrant en elle l'incertitude, non en l'exorcisant.»

nées 1990. Mais le constat angoissé permettait d'alerter sur les questions d'alimentation en eau de la population et sur la nécessité de mieux gérer cette ressource rare. On imaginait alors de grands travaux pour dériver des eaux de la rivière Oubangui, affluent du fleuve Congo, vers le lac. Ces travaux au coût et aux conséquences environnementales considérables, nécessitaient l'accord des pays limitrophes. Or, comble d'épreuves pour la région, la zone était devenue un sanctuaire pour les forces de Boko Haram, le groupe islamiste terroriste du Nigeria. L'étude de l'IRD, sans doute, poussera à penser et agir autrement, à remettre l'ouvrage sur le métier.

Qu'on ne se méprenne pas : l'évolution du lac Tchad ne re-

met pas en cause les scénarios du réchauffement climatique et de ses conséquences pour les populations les plus impactées. Il nous rappelle seulement que nous sommes, face aux événements, face à la nature, confrontés à l'incertitude. La crise sanitaire actuelle le démontre chaque jour. Malgré nos prétentions à la toute-puissance, malgré les progrès de la science, malgré nos capacités à modéliser, à prévoir, à partir des données de masse recueillies et brassées par l'intelligence artificielle, cette incertitude, ce non-connu, fait partie de notre vie, dans tous les domaines, qu'il s'agisse de politique, de science ou de relations interpersonnelles.

Cette réalité nous invite à la modestie et l'humilité. Nous ne savons pas tout, nous ne comprenons pas tout : «*La connaissance progresse en intégrant en elle l'incertitude, non en l'exorcisant*», écrivait le sociologue et philosophe Edgar Morin dans *La Méthode*. Reconnaissons-le, cela ne rend pas l'action de gouverner aisée, quand il faut décider, trancher, au milieu de tant d'inconnues !

Prendre conscience de cette incertitude peut engendrer la colère, la défiance ou la peur. Nous en sommes chaque jour témoins. Elle laisse aussi toute sa place à l'espérance.

Célébrer la vie...

Claude Obadia

Philosophe, enseignante à l'Université de Cergy-Pontoise et à l'ISC Paris (1)

La crise financière qui, en 2008, secoua les places boursières dans le monde entier avoua les limites d'un système qui, à force de s'emballer en cédant aux sirènes des profits les plus mirobolants, avait jeté l'économie mondiale dans la récession. Cette crise fut alors d'autant plus durement vécue qu'elle se nourrissait d'une double illusion. La première touche à l'argent quand nous sacralisons sa valeur. La seconde touche au bonheur que nous confondons trop souvent avec la possession des biens matériels. Or, si la crise sanitaire mondiale provoquée par la pandémie du coronavirus, par-delà ses conséquences économiques potentiellement catastrophiques, n'est pas une crise financière et si, de ce point de vue, elle est sans rapport avec celle de 2008, elle nous y ramène pourtant.

Que découvrons-nous, en effet, à l'heure où les systèmes de soins, dans la plupart des pays, sont submergés par l'afflux des malades, sinon que nous vivions heureux sans le savoir ? Si la crise de 2008 a frappé de plein fouet une époque rêvant d'une croissance sans limite, la crise sanitaire que nous vivons ne met-elle pas à terre un monde qui, à force de poursuivre la plus grande quantité de bien-être, à force de se rêver un avenir toujours meilleur, a littéralement perdu le sens du bonheur ?

On peut toujours, à titre individuel ou collectif, désirer davantage de richesses, davantage de justice, et il le faut parfois de façon parfaitement légitime. Mais est-il pour autant nécessaire de combler tous ses désirs pour être heureux ? Pour reprendre l'image de Platon, qui le compare au tonneau des Danaïdes, le désir n'est-il pas condamné à demeurer insatisfait ?

Quel rapport, objectera-t-on, avec la situation présente ? Un rapport essentiel, un rapport fondamental. Pour être heureux, il faut être capable de savoir qu'on est heureux. Il faut être capable, non de suspendre son bonheur aux biens que l'on ne possède pas, mais d'accepter d'avoir ce que nous avons et de ne pas avoir ce que nous n'avons pas.

Pour le dire en un mot, il faut être capable de comprendre que le bonheur n'est pas dans l'avoir mais dans l'être : il ne se possède pas, il se vit. C'est très

différent. D'ailleurs les mots le disent d'eux-mêmes. On est heureux. Or, cette faculté de s'ouvrir au bonheur d'exister a un nom. Hospitalité. Accueillir ce qui est. Cesser de refuser ce qui est au nom d'un hypothétique avenir. Vouloir, disait Épictète, que les choses se passent, non comme on le veut, mais comme elles se passent.

Résignation ? Pas le moins du monde : il s'agit de pulvériser nos désirs vains par l'action de l'esprit. Force d'âme ? Sans doute. Sagesse, certainement si la sagesse est bien cette intelligence à travers laquelle nous acceptons le réel, ce qui n'est pas s'y soumettre, et par laquelle aussi, cessant de vouloir être quelqu'un d'autre, nous consentons à être nous-mêmes.

Le bonheur est là, qu'il suffit de saisir. Bonheur d'être en bonne santé, d'être en vie, entouré de ses proches.

La pandémie qui sévit a provoqué la mort, à ce jour, de 170 000 personnes dans le monde. Elle en tuera probablement bien davantage dans les semaines et les mois à venir. Ces vies perdues sont des vies perdues, dont rien ne pourra nous consoler. La mort, en soi, est absurde. Reliée à la vie, elle ne l'est pas car elle est avant tout la manifestation de sa fragilité. Nous incombe donc, aujourd'hui, non de donner du sens aux drames qui n'en ont pas, mais de célébrer la vie.

Or, célébrer la vie n'est pas tourner le dos à la mort. Ce n'est même pas se désespérer de mourir. C'est rendre à la vie ce qui lui appartient : sa beauté. Comment ? En cessant, dorénavant, d'observer notre vie à travers de ce qui nous manque et de chercher le bonheur dans un au-delà inaccessible, un ailleurs interdit. Car le bonheur est là, qu'il suffit de saisir. Bonheur d'être en bonne santé, d'être en vie, entouré de ses proches. Nul ne sait, à l'heure qu'il est, si nous saurons tirer toutes les leçons de cette crise majeure. Mais il en est une qui aujourd'hui se fait jour. Ne pas attendre d'être malheureux pour s'apercevoir qu'on était heureux.

(1) Il a publié en 2012 *Les Lumières en berne ? Réflexions sur un présent en mal d'avenir et, en 2015, Kant prophète ?* Éléments pour une europhilosophie.

Le rendez-vous à Coblenche

La chronique de Geneviève Jurgensen



Vendredi, en lisant un article dans *La Croix*, j'ai remis pour la première fois depuis six semaines un pied dans le monde normal. Un monde familier, pas un monde confiné, je ne m'y sentais pas perdue, ou disons somnolente. L'article s'intitulait « Premier procès mondial contre des tortionnaires syriens ». Malgré l'extrême gravité de l'énoncé, c'était le monde normal, pour mille raisons.

La première, par ordre d'importance, c'est qu'il en appelait à notre profond, je dirais volontiers congénital besoin de justice. Tant qu'on ne souffre pas de la faim, ce besoin supplante tout. Les hommes, qui aujourd'hui comparaissent devant leurs juges, sont venus en Allemagne il y a quelques années pour y demander l'asile politique. Là, par le plus mystérieux des hasards, ils ont retrouvé, ayant choisi comme eux ce pays pour refuge, l'une de leurs nombreuses victimes, qui les a reconnus et dénoncés. Le conte philosophique du rendez-vous à Samarcande trouve dans cette coïncidence une illustration magistrale.

La deuxième raison, c'est que ce besoin de justice est si impératif qu'il a – enfin ! – fait passer au second plan, dans mon attention aux nouvelles du jour, l'obsession du coronavirus, de la contagion, du décompte des morts, du manque de masques, de l'éventualité d'une seconde vague, des milliards d'aide de l'État, des tests, de la chloroquine, de la nicotine et de tous les je-me-confine qui l'avaient, depuis deux mois, monopolisée. Il était temps qu'une hiérarchie se remette en place et que nous revenions à une perception raisonnée de notre monde, une perception stable, qui ne nous livre pas sans repères à la peur de la maladie ni même aux chagrins terribles des deuils, dramatiquement aggravés par l'éloignement et la privation des gestes, présences, réunions et rituels qui apaisent les plus grandes peines.

La troisième raison, corollaire de la seconde, c'est que le hasard qui fait de l'Allemagne le théâtre de ce procès nous rattache aussi au monde d'hier, et nous rend à notre histoire, non par une répétition mais par une élévation. Dans cette Allemagne où fut, à cause d'elle, à cause de ses crimes, établie en 1945 l'incrimination de

crime contre l'humanité, sont aujourd'hui jugés, sur son sol, par ses tribunaux, d'autres criminels, ayant pourtant agi dans un autre pays, sur un autre continent, contre des hommes (par milliers !) qui n'étaient pas des Allemands. Si la pandémie nous a montré la mondialisation sous son pire jour, ce procès nous rappelle que la mondialisation, ce n'est pas seulement épuiser la planète et tout gérer selon les lois du profit ; la mondialisation c'est aussi vouloir, au-delà des déclarations solennelles, que dans la pratique concrète du droit, l'humanité ne fasse qu'un. Certains crimes, parce qu'ils s'en prennent à l'humanité, confèrent, en droit, une compétence libérée des frontières, une compétence universelle.

Il était temps qu'une hiérarchie se remette en place et que nous revenions à une perception raisonnée de notre monde.

Le Covid-19, maladie très contagieuse que nous ne savons encore ni soigner par des médicaments ni prévenir par un vaccin, a conduit, sur les cinq continents, à se claquemer, et à adopter des comportements traumatisants parce que inverses de ceux qui nous guident d'habitude. Par exemple s'éloigner des malades plutôt que s'en rapprocher. Ce confinement, combiné à la crainte pour sa propre vie et plus encore à la peur de perdre quelqu'un de cher, pouvait être la bonne, voire la seule chose à faire, à tout prix. Mais j'ai compris en découvrant la tenue de ce procès historique que ce n'était qu'une réponse concrète à une situation passagère, et que rien de fondamental n'était remis en cause. Le déconfinement sera progressif, lent, il connaîtra des rechutes, nous procéderons à tâtons. Mais si deux anciens officiers des services de renseignements à Damas répondent aujourd'hui de leurs crimes à Coblenche, c'est bien que, même incontrôlée, la pandémie ne nous a pas, en profondeur, désorientés.

Relance de l'économie: refondation ou restauration?

Pierre Calame

Polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, a travaillé pendant vingt ans au ministère français de l'équipement (1)

Les signes avant-coureurs se multiplient, la crise financière de 2008, les événements climatiques extrêmes, la pandémie. Après chacun, on mobilise des moyens extraordinaires pour revenir à l'état antérieur et on se prépare mieux à faire face... à ce qui vient de se produire. C'est l'art de se préparer à la guerre précédente. Les événements imprévus nous trouveront à nouveau dans le même état d'impréparation et de sidération.

« Sachons, dans ce moment, sortir des sentiers battus, des idéologies et nous réinventer », conclut Emmanuel Macron le 13 avril. Bravo. Chacun évoque les jours heureux, le programme du Conseil de la Résistance, oubliant l'essentiel : il s'était élaboré en pleine guerre, donc prêt pour le retour à la paix. Sommes-nous prêts pour l'après-pandémie ? Remettre l'économie à flot va assécher pour longtemps les capacités d'investir : ou bien on la réinvente maintenant, ou bien il faudra attendre des lustres.

L'occasion est inespérée pour le faire. La pandémie frappe le monde entier, contraignant à inventer à tous les niveaux. L'ensemble du système économique sera remis à flot moyennant une montagne de dettes publiques : c'est le moment de redéfinir le contrat social.

Il ne suffit pas pour refonder l'économie d'ajouter tout ce qu'il serait souhaitable de faire : garder chez nous des productions essentielles, isoler les logements, manger local, interdire l'obsolescence programmée, développer l'économie circulaire, etc., il faut redéfinir le moteur du système économique. L'économie de demain ne sera pas non plus l'envers de l'économie actuelle avec retour au protectionnisme et à l'étatisme : la paix n'est pas la « non-guerre », l'économie refondée ne sera pas la « non-globalisation » car les interdépendances mondiales, entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère sont irréversibles. On a besoin d'un nouveau référentiel intellectuel et d'une nouvelle gouvernance. Voilà quatre pistes.

1. La relance doit se concentrer sur le travail humain. Le confinement a rappelé le rôle structurant du travail dans nos vies, aspect

essentiel des relations sociales. Or l'économie actuelle, en mesurant tout à l'aune de la même monnaie, est incapable de différencier le travail humain, qu'il faut promouvoir, de la consommation d'énergie fossile et de ressources non renouvelables, qu'il faut freiner. Notre économie a une seule pédale pour l'accélérateur et le frein. Ça ne peut pas marcher. D'où l'importance du rationnement de l'énergie fossile, sous forme de quotas négociables alloués également à tous, faisant du carbone une monnaie à part entière. En Europe, la France doit le mettre au cœur du nouveau « pacte vert » européen.

Assurer le bien-être de tous dans le respect des équilibres de la biosphère est l'horizon futur des activités productives. Cela porte un nom : l'œconomie. Le ministère de la guerre est devenu ministère de la défense, il est temps que Bercy devienne le ministère de l'œconomie.

La nouvelle économie appelle la réinvention du contrat social

2. L'économie refondée repose sur une gouvernance à multi-niveaux. Le territoire, le bassin d'emploi, est l'espace par excellence de gestion des relations, de réencastrement de l'économie dans la société et la biosphère. C'est un acteur pivot de la transition : le niveau auquel on peut espérer gérer à la fois l'économie, l'écologie et la société. L'Union européenne a compris que la gouvernance de l'avenir serait à multi-niveaux, reposerait sur l'art de la coopération entre les niveaux.

Pas la France. L'occasion s'offre à elle : mobiliser, au sein des régions, à l'échelle des 350 bassins d'emploi, les moyens humains et financiers de la relance et de la transition et la concertation entre tous les acteurs. L'État restera garant de la mutualisation des expériences et de la redistribution des ressources.

3. La nouvelle économie appelle la réinvention du contrat social, en le fondant sur la reconnaissance mutuelle des responsabilités, proportionnelles au savoir et au pouvoir de chacun. Le principe de responsabilité limitée qui caractérise notre vie économique et politique, a donné naissance à des sociétés à irresponsabilité illimitée. La crise financière de 2008, le réchauffement climatique et la pandémie en sont l'illustration. Il est temps de fonder l'Europe sur l'énoncé des principes universels d'une responsabilité élargie aux nouvelles interdépendances.

Cela conduira, par exemple, à réformer le cadre comptable des entreprises pour y inclure l'évolution du capital naturel et du capital humain, ou à réserver le droit de vote dans les entreprises aux actionnaires qui détiennent des parts depuis longtemps, coresponsables des choix stratégiques collectifs.

4. Le dialogue entre les sociétés est vital pour gérer des interdépendances irréversibles. C'est un enjeu trop sérieux pour être délégué aux gouvernements, aux diplomates, aux institutions supranationales, qu'il s'agisse de la Commission européenne ou des agences de l'ONU.

Sans conscience d'un destin commun, nous ne serons pas en mesure d'accepter les abandons de souveraineté et les sacrifices nécessaires à la survie de tous. Il faut apprendre à construire ce destin commun, à l'échelle de l'Europe d'abord, au niveau mondial ensuite par un dialogue de nature nouvelle, de peuple à peuple et de cœur à cœur. Faute de quoi chaque nouvelle catastrophe, au lieu d'être l'occasion de renforcer la coopération planétaire, suscitera le recroquevillement derrière les frontières nationales.

Cela doit se préparer dès aujourd'hui, par l'éducation, mobilisant le potentiel des réseaux sociaux pour relier enfants et jeunes à l'échelle planétaire.

(1) Auteur de *Petit traité d'œconomie*, ECLM, 2018 et de *Métamorphoses de la responsabilité et contrat social*, ECLM 2020, à paraître.



LA CROIX

LUNDI À 22H

Retrouvez Frédéric Mounier de LA CROIX

sur RCF dans l'émission
« Les racines du présent »